

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Sommet de Paris : Ali Bongo Ondimba réaffirme l'offre du Gabon

LE chef de l'État a plaidé, hier matin à l'ouverture du "sommet pour un nouveau pacte financier", pour un financement accru et manifeste de la préservation de la biodiversité et des forêts à travers le monde. Notamment celle du bassin de l'Ogooué et du Congo. Dans la même foulée, le président français, hôte de l'événement, a lui insisté sur "un choc de financement public".

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE Palais de Brongniart, ancienne place boursière de Paris, accueille, depuis hier et ce, jusqu'aujourd'hui, la grand-messe sur le financement de la lutte contre le dérèglement climatique de la planète. En matinée, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, est une fois de plus, monté au créneau pour appeler à la concrétisation des efforts financiers pour sauver la planète des méfaits du réchauffement climatique. Tout comme, il a exalté le Plan de Libreville sur la base duquel les assises de la capitale française ont lieu.

"Je suis heureux de constater que la feuille de route initiée aujourd'hui s'appuie sur le Plan de Libreville en impliquant d'autres gouvernements, les peuples autochtones et les communautés locales, ainsi que le monde des affaires", a déclaré Ali Bongo Ondimba, devant le président français, Emmanuel Macron,



Un instantané de la réunion de travail, entre le président français, Emmanuel Macron, et son hôte, Ali Bongo Ondimba, au palais de l'Élysée.

une cinquantaine de ses pairs et un parterre de personnalités mondiales.

Dans la foulée, le numéro un gabonais a proposé trois concepts afin de rendre plus efficaces les crédits de biodiversité. À l'en

croire, la prise en compte du péril de la situation, l'assurance de l'équilibre des marchés dans la distribution des finances et l'accentuation des crédits de financement pour la conservation de la biodiversité et des forêts,

constituent le nœud gordien d'une véritable approche de soutien à la politique mondiale sur le climat.

Occasion pour Ali Bongo Ondimba de louer les atouts et la place du Gabon dans ledit com-

bat. "Dans mon pays, le Gabon, alors même que d'autres pays polluent l'atmosphère nous absorbons chaque décennie plus d'un milliard de tonnes de CO2 net. Pendant que d'autres pays déciment leurs forêts pour assurer leur croissance économique immédiate, les forêts gabonaises restent stables, couvrant 88 % de notre territoire.", a-t-il souligné. De son côté, Emmanuel Macron a demandé "un choc de financement public" face à la crise climatique et la pauvreté, devant des participants réunis hier à Paris pour débloquer la refonte du système économique mondial. L'hôte des dites assises a également lancé la "mobilisation générale". "Nous devons assumer un choc de financement public", a-t-il déclaré en ouvrant le sommet. Non sans noter qu'il y avait "beaucoup d'argent" mais pas forcément au "service des progrès de la planète".

"Nous avons un système financier qui est le fruit d'un consensus passé", qui "ne va sans doute plus assez vite, qui n'est plus tout à fait adapté et qu'il faut réaligner sur nos objectifs", estime le premier français.

À noter que l'objectif de ces assises est de rénover en urgence l'architecture financière internationale née des accords de Bretton Woods en 1944 avec la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). L'accès à leurs financements est jugé difficile par les pays en développement, alors que leurs besoins sont immenses pour affronter canicules, sécheresses et inondations ; mais aussi pour sortir de la pauvreté tout en s'affranchissant des énergies fossiles et en préservant la nature. Les banques multilatérales de développement seront aussi appelées à prêter davantage. Au regard des enjeux, les conclusions de cette énième rencontre sur le climat sont très attendues aujourd'hui.

Contrepoint

Consolider l'axe Libreville-Séoul

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

EN marge des travaux du sommet pour un nouveau pacte financier mondial qui se sont ouverts hier à Paris, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu avec Jang Sung Min, envoyé spécial de son homologue sud-coréen, Yoon Suk-Yeol.

Un entretien constructif à plus d'un titre. D'autant que les deux personnalités ont évoqué les voies et moyens de raffermir et consolider la coopération entre leurs pays. Tout en l'élargissant, autant que nécessaire, à des nouveaux secteurs. Une dynamique nouvelle, symbole de la déter-



mination des deux chefs d'État d'œuvrer à l'épanouissement de leurs deux Nations. Le Gabon et la Corée du Sud qui, soit dit en passant, ont célébré, en juillet de l'année dernière, le 60e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, le 1er octobre 1962.

Depuis cette date, la coopération bilatérale s'est densifiée notamment sur les plans économique, culturel, scientifique et politique. Le tout, associé aux visites que le numéro un gabonais a effectuées au pays du Matin calme, dont la toute dernière remonte à juillet 2022.

Un séjour au cours duquel, on s'en souvient, Yoon Suk-Yeol avait sollicité le soutien du Gabon pour l'organisation par son pays de "l'Exposition universelle de 2030 dans la ville portuaire de Busan". Tout en invitant officiellement Ali Bongo Ondimba à prendre part au sommet "Corée du Sud-Afrique" devant se tenir, l'année prochaine, dans la capitale sud-coréenne. Ce qui témoigne de la solidité de l'axe Libreville-Séoul.

Quoi qu'il en soit, Jang Sung Min a salué le leadership du président de la République en matière de lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de l'environnement.